

LES NOUVELLES

DOSSIER ECONOMIQUE

hello

MARC GÉRARD - Représentant du FMI à Madagascar

“Le budget de l'Etat, c'est l'ensemble de la population”

Dans le cadre la Facilité Elargie de Crédit (FEC), Madagascar a passé avec succès l'examen des six revues. Marc Gérard, le représentant résident du FMI à Madagascar, nous dresse un bilan de ce programme tout juste terminé et projette l'avenir de la collaboration du FMI avec Madagascar. Interview.



Pouvez-vous dresser un bilan de la FEC qui vient de s'achever ?

Il faut souligner qu'il y a beaucoup de choses qui ont été réalisées en termes de stabilité macroéconomique. La Banque centrale a accumulé des réserves de change d'à peu près 1,7 milliards de dollars. Ça permet de mettre le pays à l'abri des crises de changes. Le taux de l'ariary face aux grandes devises ne s'est que légèrement déprécié. L'inflation a baissé. Les comptes extérieurs sont équilibrés, et c'est un élément du cadre propice à l'investissement du secteur privé. Enfin, depuis que le programme a commencé, les recettes ont augmenté de près de 2 points de PIB, et il y a une amélioration de la qualité des dépenses. Là où la croissance était de 2% ou 3% il y a quelques années, elle est à présent aux alentours de 5%. Le pays connaît ainsi une croissance du PIB supérieure à l'accroissement démographique. Ce qui veut dire que Madagascar s'enrichit.

Maintenant que le programme FEC est terminé. Qu'en est-il des activités du FMI à Madagascar ? Peut-on s'attendre à un autre programme ?

Nous avons été saisis d'une demande d'ouverture de négociations de la part des autorités, en vue d'un éventuel nouveau pro-

gramme. On est vraiment au stade de la discussion. Il n'y a pas encore de processus particulier. Au final, cela peut se traduire seulement par la fourniture d'assistances techniques, ou nous pouvons aussi lancer un nouveau programme de crédit, à la suite de celui qui vient de se terminer. Cet éventuel nouveau programme reflèterait mieux les nouvelles priorités des autorités car elles en seraient à l'origine, alors que l'ancien programme avait commencé sous le Président précédent. Comme vous le savez, nous ne sommes pas là pour mettre un œuvre un programme que nous aurions conçus sans les autorités. Mais mon avis est que Madagascar aurait tout à gagner à poursuivre sa collaboration avec le FMI.

Cette phase transitoire va durer combien de temps ?

C'est encore inconnu. L'important n'est pas de satisfaire un délai, mais de se mettre d'accord sur un programme de ré-

formes qui reflète les priorités des autorités. Il est quand même important d'avancer assez rapidement.

Que pensez-vous du plan Emergence Madagascar, et avez-vous été consultés ?

Oui bien sûr. Mais la discussion se poursuit car le plan n'est pas encore finalisé. Nous soutenons les grandes orientations comme la plupart des bailleurs internationaux. Mais nous avons besoin de plus de détails et d'un chiffrage précis pour avancer et pour nous permettre d'apporter notre expertise.

Quels sont les domaines prioritaires ?

Le social, la santé, et amélioration des infrastructures. Sur les carburants, il faut absolument qu'on se mette d'accord sur la tarification, pour éviter la situation actuelle où l'Etat continue d'accumuler des arriérés envers les distributeurs pétroliers. C'est un problème de justice sociale.

Tous les arriérés accumulés portent sur le budget de l'Etat. Mais le budget est fait pour l'ensemble de la population. Or, les consommateurs de carburant sont en général les ménages riches et les gros industriels. Donc, quand on fait porter les arriérés pétroliers sur le budget global, ça veut dire très concrètement que les pauvres paient pour les riches.

Quelles ont été les avancées récentes ?

En juin dernier, le gouvernement a renégocié à la baisse les marges avec les fournisseurs, ce qui a permis d'économiser beaucoup d'argent pour les finances publiques. Nous avons soutenu ce processus. Mais le montant total des arriérés est aujourd'hui légèrement au-dessus du chiffre que l'Etat s'était engagé, auprès de nous, à ne pas dépasser : 175 milliards d'ariary. L'étape suivante, c'est de mettre en place d'un mécanisme automatique d'ajustement des prix à la pompe, pour éviter d'accumuler

de nouveaux arriérés. L'Etat s'était engagé à le faire pour septembre 2019. Il n'a pas tenu cet objectif, mais il s'y est de nouveau engagé pour mars 2020.

Qu'en est-il de la Jirama ?

On sait que la Jirama fait des pertes opérationnelle chroniques. Mais on dispose maintenant d'une stratégie d'ensemble, avec les autorités malgaches et la Banque Mondiale notamment. Des négociations importantes ont été engagées avec les fournisseurs d'énergie. Le nouveau directeur général, Vonjy Andriamanga, poursuit le travail. Mais des progrès ont déjà été faits. En 2017, la subvention de la Jirama était de 446 milliards d'ariary dans le budget de l'Etat, l'année dernière c'était 255 milliards. La situation n'est pas rétablie mais l'Etat dépense moins. Je suis convaincu qu'on peut sortir la Jirama du rouge dans les années qui viennent. C'est une question de volonté.

Propos recueillis par Tiana Ramanoelina

